

Débats

Le mouvement contre la loi Debré pourrait amorcer
une nouvelle façon de penser.

La parenthèse des pétitions n'est pas refermée

PAR SELIM NASSIB

Libération

28/3/97 p4

Tendances

PAR ALAIN DUHAMEL

L'Europe-tortue

L'Europe déçoit, l'Europe irrite, parfois l'Europe exaspère. Elle tergiverse, elle s'interroge, elle frôle sans cesse le dérapage ou l'enlisement. Elle apparaît lointaine, velléitaire, bancale, frustrante. Et cependant, cahin-caha, toute brinquebalante qu'elle soit, toute empiétrée qu'on la constate entre ses tentations contradictoires et ses éternelles querelles byzantines, elle avance, elle progresse, elle s'étouffe, elle comble peu à peu – lentement certes, trop lentement – ses vides sidéraux et ses vacuités paradoxales. L'Europe est une tortue maladroite, opiniâtre, vaillante, qui surmonte finalement ses obstacles, et ses myopies.

Elle accumule les frustrations et les infirmités? Bien entendu, et dans mille domaines. Le modèle social européen – plus de protections, moins de libertés; moins d'inégalités, plus de bureaucratie – chancelle lourdement sous le fardeau du chômage, de la précarité, de l'angoisse qui suinte. Elle paie cher l'absence de politiques communes en matière d'investissements, d'équipements collectifs, d'industrie, de recherche, de protection sociale. Elle devient peu à peu un géant économique (son marché unique se compare à l'espace nord-américain), mais elle reste, de ce fait, un nain politique. La France pousse vivement à une défense commune, l'Allemagne acquiesce, l'Italie appuie. En attendant, faute de force d'intervention et de politique étrangère commune, le crève-cœur de Bosnie ou l'urgence albanaise se sont heurtés ou se heurtent à un immobilisme immoral et borné. L'Europe de la démocratie reste atrophée, faute d'un lien plus direct entre les citoyens et les institutions (question de mode de scrutin), faute de figures symboliques fortes (un président du Conseil européen enfin stable, un haut représentant pour la politique étrangère et moins de commissaires), faute d'un mode de décision énergique (vote à la majorité qualifiée).

Quant à l'euro dont le tir de barrage anglo-saxon illustre quotidiennement la forte nécessité, sa préparation se fait avec des timidités notariales et des scrupules formalistes, là où il faudrait des convergences et un élan. L'Europe claudique sous le poids de ces handicaps résistibles.

Ces échecs politiques masquent son succès historique. L'Europe a 40 ans, l'âge de l'énergie et du réalisme. Elle accomplit une prouesse permanente qui constitue aussi une « première » absolue: quinze nations, parfois très anciennes, partagent volontairement leurs souverainetés pour former toutes ensembles, progressivement, une grande puissance collective. Cette ambition pacifique, il n'en existe aucun autre exemple au monde. Empires, coalitions militaires, institutions internationales ne peuvent en rien s'y comparer. Sa seule présence a déjà permis à des États si longtemps antagonistes d'établir des relations amicales très proches, inconnues sous cette forme dans l'histoire. Sa dynamique a été assez forte pour accélérer puissamment le retour de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal vers la démocratie. Sa puissance collective, toute virtuelle qu'elle demeure trop souvent, impressionne assez les autres peuples du Continent pour qu'on recense aujourd'hui plus de pays candidats à l'Union européenne qu'on ne compte d'États membres. L'Europe est un combat continu, difficile, complexe, mais c'est une ambition collective totalement neuve, moderne, honorable. Les plus jeunes ne s'y trompent pas qui en font presque une évidence, malgré toutes les inquiétudes que sème la situation sociale. Les plus âgés, lorsqu'ils ont une mémoire historique et républicaine, ne peuvent que l'approuver, car elle constitue également un antidote à la xénophobie et à l'extrémisme. Les Français devraient tous avoir une affection particulière pour cette tortue disgracieuse, car elle aussi une idée française, une histoire française et toujours un projet français. ■

Tous les vendredis dans « Libération ».

À présent, les uns et les autres affectent de croire que le mouvement de désobéissance civique en France est terminé, qu'il s'agissait d'une parenthèse et qu'elle est refermée. Un chahut d'artistes et d'intellectuels en quelque sorte, plutôt sympathique et généreux d'ailleurs, mais naïf, dangereusement naïf, et très éloigné des dures réalités.

Comment laisser dire ça? Que deux cinéastes français aient lancé une pétition appelée à désobéir à une loi inhumaine n'avait en soi rien d'extraordinaire. Ce qui l'était beaucoup plus, c'est le succès fulgurant que leur initiative a rencontré. Sans le savoir, ils avaient mis le doigt sur un point sensible, et un petit tremblement de terre s'en est suivi. Si la revendication de désobéissance civique a donné corps à une communauté insaisissable dépassant très largement le milieu des artistes et des intellectuels, c'est que, à ce moment précis de l'histoire, février 1997, il existait en France un sentiment profond et informulé que cette initiative a révéilé. Il est très important de comprendre ce qu'est ce sentiment et ce que l'émergence de cette communauté veut dire.

D'abord, il faut rappeler que la pétition n'a pas été lancée contre Le Pen mais contre une loi du gouvernement français. Elle n'a pas voulu frapper le dirigeant d'extrême droite mais le canal par lequel ses idées passent pour s'imposer au Parlement et par conséquent à l'ensemble de la société.

Tous les pays d'Europe se débattent dans la crise, tous savent que la gigantesque mutation économique mondiale qui en est la cause produit massivement du chômage, de l'exclusion et de la misère. Mais, faute d'avoir su l'expliquer, les dirigeants français ont, depuis quinze ans, laissé le champ libre à la seule idéologie qui prétendait donner au malheur une réponse simple (et mensongère): la faute aux étrangers. Le succès de cette « thèse » xénophobe s'étant traduit en termes électoraux, les gouvernants ont eu la brillante idée de lui donner force de loi dans le vain espoir de concurrencer Le Pen sur son propre terrain. Outre que c'était un très mauvais calcul (les gens préféreraient toujours l'original à la copie), cette surenchère a installé en France un climat implicitement raciste. Et ce, bien avant la victoire électorale (et très hypothétique) du parti authentiquement raciste.

C'était évidemment inhumain pour les différents segments de la population étrangère (les clandestins, les « rendus-clandestins » par la loi, les enfants d'étrangers nés en France, les étrangers détenteurs d'une carte de séjour de dix ans, ceux porteurs d'une carte provisoire d'un an, etc.), tous fragilisés par les lois successives les concernant. Mais ce n'était pas moins terrible pour la société française elle-même, contrainte de vivre dans un pays où, sur cette question précise, l'idéologie Le Pen était devenue l'idéologie ambiante.

En Egypte, il y a quelques années, sous prétexte de couper l'herbe sous les pieds des islamistes, le gouvernement s'était mis en tête de prouver qu'il était plus islamique qu'eux. Le Parlement, les tribunaux, la plus haute autorité de l'islam officiel lui avaient emboîté le

pas, et les comportements individuels avaient suivi. Des familles très laïques s'étaient mises à voiler leur fille pour qu'elle passe inaperçue. Pouvoir, autorités religieuses, tribunaux, société civile, l'un tirant, l'autre poussant, tous, dans une surenchère sans fin, avaient contribué à faire vivre la société dans un climat islamique. D'une certaine façon, les barbus avaient déjà gagné. Et les audacieux qui refusaient de courber l'échine, tel le cinéaste Youssef Chahine, étaient accusés de faire le lit de l'islamisme.

En France, la pétition est apparue comme le moyen de donner un coup d'arrêt à un processus comparable. Dans un mouvement quasi instinctif, tout un pan de la société française s'en est emparé pour dire: « Nous ne voulons plus vivre dans ce climat, nous n'obéirons



En Egypte aussi, après avoir échappé à un attentat, Moubarak a compris qu'il ne servait à rien de concurrencer les islamistes sur leur terrain.

étouffante générée par la démagogie anti-immigrés n'était pas en cause. Confortés par la hausse de leur popularité dans les sondages et par la très large approbation que la loi modifiée a rencontrée (deux Français sur trois), les dirigeants se croient aujourd'hui justifiés dans leur politique. Mais quoi d'étonnant à ce que 67 % de la population se disent convaincus par une succession

de lois inspirés par l'extrême droite quand, depuis quinze ans, personne ne leur explique, avec les arguments, la vigueur, l'indignation nécessaires, que le malheureux ouvrier étranger n'est aucunement responsable de leur malheur? Les partis ne sont d'ailleurs pas seuls en cause. Les intellectuels, les penseurs, les gens qui, au moins par fonction, sont en position d'irriguer la société d'idées nouvelles, ont, eux aussi, été atteints d'autisme depuis une quinzaine d'années. Le Pen propagait des idées dangereuses et criminelles et nous sommes restés sans voix, intimidés par son bagout, n'osant plus penser que tout bas. Notre châtimement a suivi: nous vivons aujourd'hui sous son climat.

Mais c'est justement cette partie plutôt instruite de la population qui a domé le signal. Au moins symboliquement, elle a rompu avec la tétanisation qui la tient depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Pas suffisamment pour briser le climat xénophobe, mais assez pour le féler.

On croit le mouvement terminé, il est peut-être seulement devenu capillaire et souterrain. Est-ce que d'y avoir participé ne va rien changer au travail des cinéastes, écrivains, journalistes, artistes, instituteurs, hommes de théâtre, économistes, sociologues, etc.? Est-ce que, dans six mois, dans un an, on ne verra pas se diffuser par mille canaux le résultat de ces travaux, c'est-à-dire l'amorce d'une nouvelle façon de voir et de penser? D'où les idées viennent aux hommes politiques, à la société entière, si ce n'est de là? Pas seulement de là, mais de là aussi, certainement. Et si ce n'est pas dans les usines et les banlieues, est-ce que (pour commencer) la désobéissance civique ne va pas donner à réfléchir dans les lycées et les universités?

L'essentiel est que le charme ait été rompu. Ce qui s'est passé n'a peut-être été que le moment très bref où l'initiative change de camp, le moment où l'on s'ébroue d'un long engourdissement avant de commencer à recouper le terrain laissé depuis trop longtemps en friche et qui, de notre fait, a été envahi par les mauvaises herbes.

On ne trouvera pas forcément le moyen de faire face aux catastrophes générées par la mondialisation, mais, au moins, comme dans la plupart des pays européens, on cessera d'en rendre responsables les innocents.

Quant à l'Egypte, un sursaut comparable est déjà en œuvre. Après avoir échappé à une tentative d'assassinat fomenté par les islamistes, le président Moubarak a compris qu'il ne servait à rien d'essayer de les concurrencer sur leur terrain. Les artistes et les intellectuels se sont engouffrés dans la brèche. Le plus célèbre des comédiens égyptiens a joué le rôle du barbu dans un film ridiculisant les islamistes et plus d'un million de spectateurs sont allés le voir. Chacun a recommencé à faire entendre sa voix. Et un éditeur vient de publier, pour la première fois, une version intégrale, non expurgée de ses passages érotiques, des *Mille et Une Nuits*. ■

Sélim Nassib est journaliste et écrivain. Dernier livre paru: *Alémahya et autres histoires de femmes*. Récit Shanta et Selim Nassib, 1995, éd. Marval.